

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/577  
19 juillet 2004

(04-3066)

Original: anglais

## ÉLÉMENTS D'UNE PLATE-FORME DU G-90 CONCERNANT LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE DOHA

Grand Baie (Maurice), 13 juillet 2004

*Communication du Nigéria (coordonnateur du Groupe africain), de la Tanzanie  
(coordonnateur du Groupe des PMA) et de Trinité-et-Tobago  
(coordonnateur du Groupe ACP)*

La communication ci-après, datée du 15 juillet 2004, est distribuée à la demande des délégations du Nigéria, de la Tanzanie et de Trinité-et-Tobago.

---

Nous avons l'honneur de vous transmettre les "Éléments d'une plate-forme du G-90 concernant le Programme de travail de Doha" adoptés par les Ministres de l'Alliance, composée du Groupe ACP, de l'Union africaine et des pays les moins avancés (PMA) et communément appelée le G-90, à la réunion qu'ils ont tenue à Grand Baie (Maurice) le 13 juillet 2004.

Nous demandons que la présente communication soit distribuée en tant que document formel de l'OMC. Nous demandons aussi que ces Éléments soient pris en compte dans la préparation de l'ensemble de résultats de juillet.

---

## ÉLÉMENTS D'UNE PLATE-FORME DU G-90 CONCERNANT LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE DOHA

### PRÉAMBULE

1. Les Ministres du commerce de l'Alliance du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de l'Union africaine (UA) et des pays les moins avancés (PMA), communément appelée le G-90, se sont réunis le 13 juillet 2004 à Maurice pour examiner l'état d'avancement des négociations au titre du Programme de travail de Doha et convenir des éléments d'un consensus du G-90 sur le Programme de Doha pour le développement (PDD).

2. Les Ministres suivaient les instructions données au quatrième Sommet des chefs d'État et de gouvernement ACP, tenu à Maputo (Mozambique) les 23 et 24 juin 2004, et à la troisième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) du 6 au 8 juillet 2004.

3. Les Ministres ont réaffirmé ce qui avait été convenu à de récentes réunions, y compris la Déclaration de la troisième réunion des Ministres du commerce des PMA, adoptée à Dakar (Sénégal) le 5 mai 2004, la Déclaration de Kigali relative au Programme de travail de Doha et le Consensus de Kigali relatif au Programme de travail de Doha après Cancún, adoptés par les Ministres du commerce de l'Union africaine à Kigali (Rwanda) le 28 mai 2004, et la Déclaration ministérielle des pays ACP sur le Programme de travail de Doha, adoptée à Maurice le 11 juillet 2004. Ils ont aussi souscrit au Communiqué de Georgetown, au Consensus de Georgetown sur le Programme de travail de Doha et aux principales décisions adoptées à la réunion des représentants des Ministres du G-90 tenue à Georgetown (Guyana) le 4 juin 2004. Les positions de négociation des différents groupes constituant le G-90 sont exposées dans les documents susmentionnés.

4. Les Ministres ont souligné la nécessité d'atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration ministérielle de Doha, adoptée par la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, qui mettait les besoins et les intérêts des pays en développement au centre du programme de travail de Doha, et ont réaffirmé, en conséquence, leur engagement de contribuer par un effort soutenu à l'aboutissement du Programme de travail de Doha.

5. Les Ministres ont noté en outre que les pays du G-90 sont essentiellement des économies faibles et vulnérables, qui sont largement tributaires de préférences de longue date pour leur développement économique et requièrent un traitement spécial et différencié effectif, contraignant et significatif dans tous les domaines du Programme de travail de l'OMC.

6. Les Ministres ont noté que de nombreux membres du G-90 sont des PMA et ont souligné la nécessité pour cette catégorie de pays de bénéficier d'une attention prioritaire afin que leur pleine intégration dans le système commercial multilatéral s'en trouve facilitée.

7. Les Ministres ont reconnu que l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral nécessitait, entre autres, des engagements contraignants de la part de tous les pays développés, et des pays en développement en mesure de les prendre, en ce qui concerne l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour tous les produits originaires des PMA, un soutien pour la diversification de la base de production et d'exportation des PMA et une assistance technique et un renforcement des capacités liés au commerce, l'exemption des PMA de tout engagement de réduction, et l'accélération de l'accession des PMA à l'OMC.

8. Les Ministres ont accueilli avec satisfaction les initiatives positives prises récemment pour donner un nouvel élan aux négociations commerciales en cours et répondre aux besoins du développement, des finances et du commerce des économies faibles et vulnérables. À cet égard, ils ont invité l'UE à présenter son initiative du 9 mai 2004 à l'OMC et ont demandé instamment aux Membres de l'OMC d'appuyer les propositions qui y figuraient.

9. Les Ministres sont convenus des éléments ci-après en tant que plate-forme commune du G-90, pour ce qui est des principales questions intéressant le G-90 dans les négociations en cours au titre du Programme de travail de Doha, qui complèteraient les positions de négociation des différents groupes constituant le G-90 exposées dans les documents WT/L/566, WT/L/572 et ACP/61/048/04/Final, afin de guider la participation de l'Alliance à l'élaboration de l'ensemble de résultats de juillet qui doit être convenu à la réunion que le Conseil général de l'OMC tiendra du 27 au 29 juillet 2004:

## AGRICULTURE

10. L'agriculture a une importance cruciale pour le développement économique des États du G-90 et des autres pays en développement et peut aider des millions de personnes à échapper à la pauvreté. Par conséquent, il est impératif, dans le contexte de l'ensemble de résultats de juillet:

- i. que le cadre et les modalités ultérieures qui seront convenus au bout du compte portent sur les trois (3) piliers d'une manière équilibrée et équitable;
- ii. que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié soient contraignantes, effectives et significatives;
- iii. que l'importance des préférences de longue date soit reconnue et que la question de l'érosion des préférences soit traitée;
- iv. que les préoccupations des PDINPA et des PMA soient pleinement prises en compte dans l'élaboration des disciplines concernant les crédits à l'exportation et l'aide alimentaire;
- v. que les PMA soient exemptés de tout engagement de réduction;
- vi. que les pays développés, et les pays en développement en mesure de le faire, accordent un accès aux marchés consolidé en franchise de droits et sans contingent pour tous les produits originaires des PMA;
- vii. que des dispositions soient prises pour permettre aux pays en développement de tirer pleinement parti de la notion de produits spéciaux et du mécanisme de sauvegarde spéciale afin de répondre effectivement à leurs besoins en matière de développement, de sécurité alimentaire et de garantie des moyens d'existence;
- viii. que les autres membres faibles et vulnérables du G-90 soient exemptés de tout engagement de réduction; et
- ix. que les Membres s'abstiennent d'appliquer des mesures OTC (obstacles techniques au commerce) et SPS (mesures sanitaires et phytosanitaires) aux produits des pays du G-90 et fournissent une assistance technique et financière aux fins de la mise en conformité avec les prescriptions SPS et OTC pour l'exportation des produits de base agricoles du G-90.

## COTON

11. Le coton continue d'être une question vitale pour les membres du G-90 et requiert une solution urgente. À cet égard, le G-90 souligne qu'elle devrait être traitée séparément et non dans le cadre des négociations globales sur l'agriculture. L'ensemble de résultats de juillet devrait comprendre un engagement clair de mettre en œuvre de façon rapide et substantielle à la fois les aspects liés au commerce de l'initiative et leurs contreparties qui concernent le développement, suivant un processus accéléré.

## ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES (AMNA)

12. Le texte Derbez en général et son annexe sur l'AMNA sont en contradiction avec le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale, inscrit dans la Déclaration ministérielle de Doha, et risquent, à

ce titre, d'aggraver la crise de désindustrialisation et d'accentuer la crise du chômage et de la pauvreté dans nos pays. Il est donc impératif que l'ensemble de résultats de juillet:

- i. prévoie "une marge de manœuvre et une flexibilité" pour permettre aux États du G-90 d'atteindre leurs objectifs en matière de politique industrielle et de développement national;
- ii. tienne compte des préoccupations des différents groupes constituant le G-90, exprimées dans les diverses communications présentées pendant les négociations;
- iii. aborde la question des consolidations tarifaires d'une manière qui incite les pays qui n'ont pas consolidé leurs droits à le faire, et reconnaisse les consolidations de droits comme étant la principale contribution à ce cycle de négociations des pays du G-90 qui prennent de tels engagements;
- iv. adopte, en matière de réduction des droits de douane, une approche offrant une flexibilité et des possibilités suffisantes pour permettre aux pays du G-90 de continuer de bénéficier des niveaux de préférences adéquats et effectifs qui sont nécessaires pour le maintien de leur compétitivité sur leurs marchés d'exportation;
- v. fasse en sorte que, en raison de l'importance cruciale des préférences pour les membres du G-90, des solutions à la question de l'érosion des préférences soient trouvées dans le cadre des négociations à l'OMC;
- vi. exempte les PMA de tout engagement de réduction;
- vii. contienne l'engagement de tous les pays développés, et des pays en développement en mesure de le faire, d'accorder un accès aux marchés consolidé en franchise de droits et sans contingent pour tous les produits originaires des PMA, avec des règles d'origine réalistes, flexibles et simplifiées, qui tiennent compte des capacités industrielles de ces pays;
- viii. reconnaisse qu'une approche sectorielle serait préjudiciable aux membres du G-90 qui bénéficient de préférences de longue date sur les grands marchés d'exportation, et cherche à définir une exception appropriée en faveur des économies du G-90 en ce qui concerne les produits qui présentent pour eux un intérêt à l'exportation;
- ix. contienne des dispositions permettant de traiter les contraintes liées à l'offre que connaissent les pays du G-90 afin de leur permettre de tirer parti de tout accroissement des possibilités commerciales;
- x. exempte les autres membres du G-90 faibles ou vulnérables de tout engagement de réduction; et
- xi. remédie de manière rapide et effective à tous les obstacles non tarifaires notifiés par les pays du G-90 dans le cadre du Groupe de l'AMNA.

13. Le G-90 est déçu par la décision du Président du Groupe de l'AMNA de transmettre l'Annexe B du texte Derbez au Président du Conseil général comme base pour l'élaboration du cadre sans y avoir incorporé les préoccupations exprimées dans les diverses communications présentées par le G-90 au cours des négociations. L'Alliance réaffirme qu'elle n'est prête à envisager positivement ce cadre que s'il comprend les éléments que ses membres ont soulevés durant les négociations.

## SERVICES

14. En raison de capacités limitées, les États du G-90 n'ont pas été en mesure de participer activement à la phase actuelle de présentation des demandes et des offres des négociations sur les services, vu qu'il existe dans les autres pays peu de secteurs dans lesquels les entreprises locales des États du G-90 peuvent intervenir de façon significative. De ce fait, le G-90 souligne que:

- i. les autres Membres de l'OMC devraient s'abstenir de poser de trop grandes exigences dans ce domaine à l'égard des pays du G-90;
- ii. il convient de respecter dûment le droit des pays du G-90 de réglementer et de libéraliser le commerce des services en fonction de leurs objectifs nationaux;
- iii. en raison du rôle de plus en plus important du secteur des services dans les économies du G-90, tous les partenaires développés devraient apporter une assistance technique accrue et ciblée aux pays du G-90;
- iv. il est urgent que les pays développés poursuivent la libéralisation des secteurs et des modes présentant un intérêt à l'exportation pour les pays du G-90, en particulier le mouvement des personnes physiques (mode 4), et surtout des personnes peu qualifiées.

## LA DIMENSION DÉVELOPPEMENT

15. Étant donné l'importance cruciale du développement pour les pays du G-90, ce Groupe est préoccupé par le manque de progrès effectifs sur les questions de développement, qui sont déterminantes pour la réalisation des objectifs du Cycle de négociations de Doha. Ces questions couvrent, entre autres choses: le traitement spécial et différencié, les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, la situation spéciale des PMA, les petites économies, les questions relatives aux produits de base, l'assistance technique, le renforcement des capacités, le transfert de technologie et le commerce, la dette et les finances.

16. En conséquence, il conviendrait de donner pour instruction au Conseil général de convenir d'un programme de travail destiné à rendre opérationnelles les dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans un délai déterminé, de fixer une échéance rapprochée pour l'adoption des propositions en suspens, et de suivre étroitement les travaux sur les propositions.

## ADPIC ET SANTÉ PUBLIQUE

17. Le 30 août 2003, les Membres de l'OMC ont adopté la décision visant à mettre en œuvre le paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Cette décision n'étant qu'une dérogation temporaire,

- i. il conviendrait de trouver une solution permanente passant par un amendement de l'Accord sur les ADPIC, comme cela est prévu au paragraphe 11 de la Décision;
- ii. il conviendrait d'intensifier les consultations et de les faire porter sur le contenu plutôt que sur la forme juridique; et
- iii. il conviendrait que les amendements qu'il est nécessaire d'apporter à l'Accord sur les ADPIC soient finalisés au plus tard le 31 mars 2005.

### COHÉRENCE

18. Jusqu'ici, la question de la cohérence a été limitée à celle de la cohérence institutionnelle entre l'OMC et les institutions de Bretton Woods. Or, il faudrait mettre l'accent sur:

- i. la cohérence entre les conseils sur les politiques donnés aux pays en développement par les institutions de Bretton Woods et les obligations contractées par ces pays dans le cadre de l'OMC; et
- ii. l'importance qu'il y a à promouvoir, sans conditionnalités croisées ni conditions additionnelles, des politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement.

### ACCESSION

19. Le G-90 demande de nouveau aux Membres de l'OMC de respecter et d'appliquer pleinement les "Lignes directrices sur l'accession des PMA" adoptées par le Conseil général en décembre 2002. Étant donné le caractère complexe et coûteux du processus d'accession à l'OMC eu égard aux capacités limitées des PMA, il est essentiel qu'une assistance technique ciblée et un soutien pour le renforcement de leurs capacités soient accordés aux PMA accédants à toutes les étapes du processus d'accession à l'OMC.

### QUESTIONS DE SINGAPOUR

20. En ce qui concerne les questions de Singapour, le G-90 convient que les trois questions (commerce et politique de la concurrence, commerce et investissement et transparence des marchés publics) devraient être supprimées du programme de travail. L'Alliance indique par ailleurs qu'elle est disposée à envisager la facilitation des échanges à condition qu'une réponse de fond soit apportée à ses préoccupations dans ce domaine et qu'un équilibre satisfaisant soit établi dans le cadre global.

### STATUT D'OBSERVATEUR

21. Le G-90 demande à nouveau aux Membres de l'OMC d'accorder le statut d'observateur permanent au Groupe des États ACP, à l'Union africaine et à leurs organisations intergouvernementales et régionales.

Grand Baie, Maurice, 13 juillet 2004

---